

Les 3 Capucins : expéditeur responsable



L'entreprise <u>Les 3 Capucins</u> exerce sa profession en tant que grossiste en fruits et légumes depuis des générations. L'affaire a en effet été créée au début du XXe siècle. <u>Frédéric Girard</u>, le patron actuel, perpétue cette entreprise depuis quatre générations.

L'année 2016 a été riche pour cette entreprise qui travaille avec une centaine de producteurs locaux pour une très grande majorité de son activité. Elle était en effet située avenue du Mont-Ventoux à Carpentras dans des locaux anciens et petits. « J'ai eu l'opportunité de racheter à la Cove ce local qui était l'ancienne halle florale. J'ai rencontré des personnes qui s'occupent du développement économique ainsi que le président de la Cove de l'époque, Francis Adolphe. Cela a été rapidement réalisé et nous avons pu faire des travaux conséquents pour nous créer un outil de travail idéal », explique Frédéric Girard, gérant chez les 3 Capucins.

Un entrepôt fruits et légumes optimum

L'entrepôt a été repensé complètement. En partie centrale, un bureau sous forme 'aquarium' a été conçu. Sur les parties latérales, $300~\text{m}^2$ de chambres froides ont vu le jour. Des lignes de tarage et conditionnement ont aussi été installées, ainsi qu'un palettiseur. La surface totale du bâtiment et de $2~000~\text{m}^2$, ce qui permet une bien meilleure organisation qu'auparavant et un potentiel de développement



Ecrit par le 4 novembre 2025

non négligeable pour l'entreprise.

L'investissement a coûté 1M€ avec l'aide de la Région, dans le cadre du projet européen Feader, fonds européen agricole pour le développement rural.

« J'ai pu réaliser cet investissement conséquent pour l'entreprise car nous avons de bonnes relations avec nos producteurs locaux mais également avec nos clients qui sont des grossistes ou des centrales d'achat sur toute la France comme Auchan ou Système U qui sont les deux plus gros clients. Les 3 Capucins travaillent également avec le MIN de Rungis. Les livraisons se font en A pour B, la veille pour le lendemain, pour une fraîcheur optimale des fruits. »



Frédéric Girard gérant chez les 3 Capucins. Crédit : Olivier Muselet



Une très belle évolution depuis 10 ans

L'entreprise a évolué lentement mais sûrement depuis 10 ans, en s'appuyant sur ses fondamentaux, à savoir une relation de confiance avec ses producteurs mais également ses clients. La gamme de produits est restée sensiblement la même. Seule l'asperge a été développée. « Nous avons continué à développer la cerise, même si ce produit connaît des difficultés depuis plusieurs années. Nous avons ainsi accompagné des producteurs désirant la développer ou s'orienter vers d'autres produits à cultiver. L'asperge a ainsi été développée depuis plusieurs années », poursuit Frédéric Girard. La fraise connaît une belle évolution depuis quelque temps avec l'appellation fraise de Carpentras, qui a un Syndicat et une Confrérie qui œuvrent bien pour ce produit. Le dernier gros produit de l'entreprise concerne le raisin avec le muscat AOP Ventoux notamment.

Une diversification dans les légumes de fin d'année

Depuis 2018, les 3 Capucins ont opéré une diversification avec une gamme de légumes de fin d'année comme la mâche, les épinards ou encore les blettes. Ce volume représente désormais 15% du global. « Cette diversification dans la continuité nous permet d'assurer du volume additionnel qui peut compenser d'autres baisses de volumes comme cela a été le cas sur le raisin et la cerise sur la campagne 2024. »

Les 3 Capucins en chiffres :

- Tonnage global annuel: 5000T en 2023 et 4000 en 2024 (baisse de 500T en cerise et 500T en raisin)
- Auto-consommation électrique grâce à des panneaux photovoltaïques : 30% de la consommation globale
- Statut : SARL
- Effectif: 14 salariés plus des saisonniers représentant 8 ETP (équivalent temps plein) Clients: 60%
 GMS, 20% grossistes marché comme le MIN de Rungis et 20%

Une filière fruits du Ventoux

« Avec les producteurs locaux et les syndicats, nous avons créé une filière fruits et légumes du Ventoux, comme c'est le cas pour l'asperge. Je travaille en grande majorité avec des producteurs du Vaucluse et quelques agriculteurs des départements limitrophes. Nous avons une réelle relation de confiance et de partenariat avec tous nos producteurs. Dans ce sens, nous les accompagnons dans la démarche de certification HVE, haute valeur environnementale, grâce à l'UNEEP, le syndicat régional des expéditeurs. Une technicienne en certification assure un accompagnement auprès de nos producteurs », explique Frédéric Girard.

Une clientèle diversifiée

L'objectif de l'entreprise est également d'avoir une clientèle diversifiée, grandes surfaces et grossistes, qui ont des cahiers des charges différents sur les produits. Cela permet ainsi d'écouler toute la marchandise des producteurs. « Nous voulons aussi continuer notre développement sans changement de cap et de stratégie, avec une logique de terroir et de défense des producteurs, tout en assurant une satisfaction auprès de nos clients avec un savant dosage entre quantité et qualité. »



La Région Sud veut accélérer le financement des entreprises



L'hôtel de région à Marseille vient d'accueillir la soirée inaugurale de <u>Sud Place Financière</u>. Ce projet a pour vocation d'aider les entreprises de la région en regroupant acteurs financiers publics et privés en constituant notamment un baromètre de la situation économique, des besoins de financement et de l'accès au crédit des entreprises régionales.

« Sud Place Financière incarne l'engagement fort de la Région pour accompagner les entreprises et dynamiser l'économie locale, explique <u>Renaud Muselier</u>, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, aussi président délégué de Régions de France. Trait d'union entre nos entrepreneurs et les professionnels de la finance et du conseil, c'est par ce collectif que nous continuerons d'être attractifs et



performants en France et à l'international. »

9 membres fondateurs

Composée de 9 membres fondateurs (la Région Sud, Région Sud Investissement, la Banque de France, le Comité Régional Sud des Banques de la Fédération Bancaire Française, le Club Top 20, le Medef Sud, Bpi France, la Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale et la CPME, Sud Place Financière regroupe aujourd'hui 65 membres actifs, incluant des banques, des investisseurs, des entrepreneurs et des experts, qui œuvrent ensemble pour concevoir des solutions adaptées aux besoins des entreprises.

16M€ de fonds déjà levés

L'un de ses principaux objectifs est de soutenir l'innovation et les projets clés liés à la décarbonation industrielle, à l'intelligence artificielle et aux nouvelles technologies.

Pour cela, Sud Place Financière a déjà réalisé plusieurs actions afin d'aider des entreprises à obtenir les financements nécessaires pour réduire leur impact environnemental, de soutenir les jeunes entreprises (16M€ de fonds déjà levés) ainsi que de lancer les travaux de deux premières commissions thématiques 'Finance durable' et 'Capital Investissement'.

« Placer la finance au cœur de l'économie régionale. »

Alain Lacroix, président de Sud Place Financière

« Parce qu'aujourd'hui la région constitue le maillon pertinent, la raison d'être de Sud Place Financière est de placer la finance au cœur de l'économie régionale, complète <u>Alain Lacroix</u>, président de Sud Place Financière et président de <u>RSI</u> (Région Sud Invest). Elle aspire à être un lieu où, au-delà des intérêts individuels, chacun œuvre dans l'intérêt du plus grand nombre. Une communauté de femmes et d'hommes engagés, portés par une même ambition : faire de notre belle région un endroit où il fait bon vivre. »

Nouvelle saison pour Entrep'84 : une main tendue aux jeunes pour créer leur société avec les conseils de coachs expérimentés



Ecrit par le 4 novembre 2025



C'est parti pour la Promo 2025 des <u>Entrep' Vaucluse</u> avec 83 défis coordonnés par <u>Véronique</u> <u>Coppin</u> et présidés par <u>Stéfan Ré</u>.

L'ADN d'Entrep'84, c'est « Agir pour une jeunesse entreprenante », de 30 ans et moins, qui va profiter des conseils et de l'expertise de professionnels pour s'entraîner à reprendre ou lancer sa PME ou sa start-up. « Nos valeurs sont le partage, l'innovation, la gratuité, la diversité, l'humilité et l'empathie », précise Véronique Coppin. Une aventure humaine à base de volontariat des deux côtés, des jeunes et des experts, donc d'un engagement réciproque. Parmi ces entrepreneurs, on trouve Brigitte Borel, Directrice du Réseau Entreprendre Rhône-Durance, Lionel Dosne, patron de la Chocolaterie Castelain à Châteauneuf-du-Pape, Brice de Forsanz, ancien Directeur Général de McCormick France (Ducros et Vahiné) en Vaucluse.

La soirée de lancement s'est déroulée au Conseil Départemental de Vaucluse, en présence notamment de Christophe Roux de Bbifrance et les 18 équipes en lice ont présenté leur projet. Notamment, une plate-forme de jeux de simulation pour les démocratiser 'SGL Export', 'Diagnostic Immo' pour cibler les pertes énergétiques des habitations et trouver des solutions en amont pour un logement écologique et un amortissement financier. Mais aussi 'Mottaz Agency', une agence dans le mannequinat qui valorise des personnes issues ou non de ce milieu, 'Valora', des cosmétiques nature à base d'épluchures de fruits et légumes pour éviter le gaspillage et valoriser le travail des paysans. Autre proposition, « Moût de



Ecrit par le 4 novembre 2025

raisin », un produit alcoolisé, ou encore 'Toilettes japonaises', un concept emprunté aux Nippons qui proposent des jets nettoyants, un siège chauffant et un déodorant anatomique qui économisent papier et eau.

Autre projet, 'Le Taxi Mahaorais', un système destiné à Mayotte, qui permettrait des transferts directs depuis l'aéroport vers les hôtels de l'île, sensibilise à la biodiversité et à sa conservation. Également 'Bali Pack', un sac à dos modulable pour médecins urgentistes, pompiers, militaires, secouristes, 'Brain Factory' un cabinet de conseil éthique en finances et écologie numérique, ou encore une 'Cave à vins intelligente' en libre-service avec trois tailles de verres, qui se recharge et offre planches de charcuterie ou de fromage, 'Stanislaw', une vodka aromatisée kiwi-banane, par exemple et enfin, une 'Aide au handicap', application qui met en relation bénévoles et handicapés via des appels vidéo et audio qui permet une assistance en temps réel pour des taches quotidiennes.

FÉLICITATIONS aux 83 jeunes des 18 ÉQUIPES!



Les équipes de la Pomotion 2025 des Entrep'Vaucluse.

Et pour parrainer cette Promotion 2025, les organisateurs ont eu la bonne idée de faire appel à un jeune chef d'entreprise innovant et dynamique : <u>Jantien Rault</u>, le fondateur de <u>POWERiti</u> à Agroparc. Le 1^{er} site de France à proposer une offre globale de solutions et de sécurisation de vos données sensibles sur internet. Notamment 'My Serenity' qui rend vos fichiers inviolables, impénétrables par des intrus, un vrai barrage contre la cybercriminalité. Or, il faut savoir que 54% des PME sont victimes de hackers, ce qui souvent les oblige à mettre la clé sous la porte.



Contact: avignon@lesentrep.fr

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ



Roland Paul, président de GSE, est le nouveau président du Medef Vaucluse. Elu pour un mandat de 3 ans, il succède à Jean-Louis Maurizi, président du Medef Sud, qui assurait l'intérim depuis juin dernier. Si l'élection du patron avignonnais d'une des plus belles



entreprises du département lors de l'assemblée générale du mouvement qui vient de se tenir à la Collection Lambert n'est pas une surprise, elle devrait cependant mettre un terme à la reprise en main par les instances nationales de la gouvernance locale du Mouvement des entreprises de France en Vaucluse.

Juste avant l'été <u>le syndicat patronal avait dépêché plusieurs de ses dirigeants nationaux et régionaux</u> pour venir mettre de l'ordre au sein du Medef 84. A cette occasion, c'est Bruno Arcadipane, premier vice-président du Medef national en charge des adhérents, qui avait endossé le rôle du 'nettoyeur'. « Cela s'est bien passé. On a tourné la page de façon propre », précisait-il alors.

Celui qui est aussi <u>président d'Action Logement</u> nous avait également expliqué que lorsque <u>Patrick Martin</u>, le nouveau président national du Medef élu en juillet 2023 « avait fait le tour d'horizon des territoires où il y avait des problèmes à régler, le Vaucluse était apparu en haut de la pile des priorités. Il était, de ce fait, indispensable de recréer une dynamique. Ce territoire, avec la qualité des entreprises et son tissu économique qui le composent, le mérite. Il est donc important que le Medef retrouve sa place. » Un nouveau départ qui a pris la forme de la création d'une nouvelle association, la mise en place de 12 administrateurs, d'un conseil d'administration enrichi au fil des semaines ainsi que la récupération des divers mandats patronaux comme l'Urssaf, la CPAM, la Caf, les prud'hommes...

« Désormais, nous allons veiller à ce que le Medef Vaucluse respecte bien les statuts et l'éthique du national », avait ensuite fermement annonçait Bruno Arcadipane.

Patronat : le Medef Vaucluse tourne la page de l'UP-Medef 84

Un signe déjà ? C'était dans <u>les locaux 'modèles' du siège social de GSE</u> dans la zone d'activité de l'aéroport de la cité des papes que s'était tenu cette première AG ayant débouchée sur la désignation de Jean-Louis Maurizi.

Près de 6 mois plus tard, c'est donc le président de GSE qui a pris en main les destinées du Medef 84. Pour l'occasion, le nouveau patron des patrons vauclusiens a même été adoubé par Patrick Martin. Le président du Medef national est ainsi venu en personne visiter le siège de GSE, puis l'entreprise Naturex, leader mondial des ingrédients naturels issus des plantes basé dans la zone d'Agroparc à Avignon, avant d'assister à l'AG du Medef 84 et l'élection de son nouveau président local.

« Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse. »

Patrick Martin, président du Medef

« Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse, se réjouit d'ailleurs Patrick



Ecrit par le 4 novembre 2025

Martin. Nous sommes convaincus que le Vaucluse et ses entreprises ont besoin d'un Medef départemental puissant et dynamique. Je suis absolument ravi que Roland Paul se soit présenté, qu'il ait été élu, parce qu'il fait partie des chefs d'entreprise les plus emblématiques de ce département, et également au niveau national. C'est de très bon augure pour l'avenir de ce Medef. »



Avant de participer à l'AG du Medef Vaucluse, Roland Paul a fait découvrir le siège de la société GSE au président national ainsi qu'aux principaux acteurs économiques du territoire. ©LG/L'Echo duMardi

« Ce que l'on pouvait reprocher à l'ancienne structure, c'est qu'elle avait oublié ce qu'était le rôle du Medef, confie pour sa part Jean-Louis Maurizi. Elle gérait surtout les mandats, mais elle avait oublié que le principal rôle d'un Medef territorial, c'est d'être là pour les adhérents. C'est-à-dire d'aller d'abord à la rencontre des entreprises, leur dire pourquoi il était important qu'elles adhèrent afin de bénéficier des réseaux du Medef en matière de développement de la formation professionnelle ou de l'apprentissage par exemple. »

Et le président du Medef Sud d'insister : « il fallait reconstruire cette relation avec les adhérents. C'est pour cela que nous avons pris la décision de rebâtir à zéro ».

« Je n'étais pas dans ce monde, reconnaît en toute franchise Roland Paul, mais développer une entreprise, ça, je connais un petit peu. GSE a beaucoup été mis sous les projecteurs grâce au territoire, et que c'est aussi un principe de réciprocité que de venir donner de son temps pour aider à ce que le territoire se développe. »



Celui qui s'est toujours pleinement consacré à son entreprise et qui avoue avoir hésité à accepter cette présidence par crainte de ne pas avoir assez de temps pour s'occuper pleinement de ses nouvelles fonctions rappelle que nous vivons « une période qui n'est pas des plus simples actuellement. Où il est plus facile de promettre de la sueur et des larmes que du succès. »

« Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire. »

Pourtant, celui dont la devise pourrait être 'Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire' constate que pendant longtemps GSE a travaillé sur les territoires mais pas avec les territoires. « Aujourd'hui, plus ça va, plus on travaille avec les territoires. Et si on ne travaille pas avec les territoires, cela ne fonctionne pas. »

Ce fils d'un paysan du Ventoux a donc compris que quand on porte un projet, il faut que tous les acteurs de ce territoire soient alignés pour que ce projet se développe.



Roland Paul est élu pour un mandat de 3 ans à la présidence du Medef de Vaucluse. ©DP/L'Echo duMardi

« L'ambition que j'ai pour notre cher Vaucluse, c'est de faire en sorte que l'on se fédère tous autour du



projet du territoire. Que l'on travaille tous ensemble, à la fois la Région, les chambres de commerce, le Medef bien sûr, mais aussi tous les acteurs économiques et les collectivités locales. »

Enfin évoquant les 'dissensions' qui peuvent survenir dans le monde patronal vauclusien, Roland Paul coupe court : « Ces petites guerres que je ne connais pas d'ailleurs, il ne faut plus qu'elles existent. Que l'on travaille ensemble pour développer, pour développer ensemble. Globalement, quand on travaille pour créer de la valeur commune, tout le monde s'y met. Je n'ai aucun doute là-dessus. »

« Pour construire, il faut une stabilité. »

Patrick Martin, président du Medef

Lors de cette assemblée générale vauclusienne, Patrick Martin en a également profité pour évoquer la situation nationale des entreprises en France. « Nous constatons un panorama politique plutôt inquiétant parce qu'on ne voit pas une trajectoire très claire. Nous, entrepreneurs, ce qui nous importe, c'est de construire. Et pour construire, il faut avoir des perspectives, il faut avoir une stabilité. »

« En tant que partenaire social et premier mouvement représentatif des patrons, nous voulons contribuer à ce que le pays s'apaise d'abord », poursuit le président du Medef qui rappelle cependant que « c'est quand même bien nous qui créons la richesse. C'est nous qui créons l'emploi. C'est nous qui sommes à l'origine du pouvoir d'achat et que donc, il ne faut rien faire pour entraver la dynamique entrepreneuriale. »



Ecrit par le 4 novembre 2025



Réunis à la Collection Lambert où ils ont été accueillis par son directeur, François Quintin, les adhérents du 'nouveau' Medef de Vaucluse ont élu leur nouveau président. ©LG/L'Echo duMardi

Pour Patrick Martin, qui représente 200 000 entreprises et 10 millions de salariés en France, l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis devrait engendrer un monde un peu plus compétitif chaque jour. Dans cette conjoncture, il déplore « un décrochage en termes de performances économiques, de performances sociales, de performances environnementales de l'Europe et de la France par rapport au reste du monde ».

« Nous appelons de nos vœux une prise de conscience collective pour éviter de prendre des mesures qui iraient à l'encontre de la dynamique économique et qui pourraient se traduire par des destructions d'emplois. Il commence déjà à y avoir des destructions d'emplois dans le secteur privé. Nous, nous avons plein de projets, nous avons plein d'ambitions. Il faut faire confiance aux entreprises, il faut leur laisser les moyens de se développer. »

« L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. »

Conscient de la dégradation des finances publiques, le patron des patrons français ne veut pas que cela se fasse au détriment des entreprises. « Les entreprises françaises, les grandes, les moyennes, les petites, sont déjà les plus taxées au monde, insiste-t-il. Mais si l'argent n'est plus dans les poches des entreprises, il ne sera pas consacré à l'investissement, l'emploi, les hausses de salaires... »



« L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. Et quoiqu'en disent certains commentateurs, de bonne ou de mauvaise foi, l'entreprise est considérée par nos concitoyens comme étant la hauteur de ses responsabilités en matière économique, en matière sociale, en matière environnementale de plus en plus, en matière sociétale. Donc, il est important que la voix de l'entreprise, qui quand même est à l'origine de la création de richesses, de la création d'emplois, soit mieux entendue dans le débat public et la décision publique. Mais franchement, si les entrepreneurs, dont toute leur diversité, étaient mieux considérés dans ce pays, j'affirme que le pays marcherait mieux. »

A la découverte de Roland Paul et de GSE

Président de GSE depuis 2019, Roland Paul était auparavant directeur général de la société vauclusienne fondée en 1976 par Jean-Pierre et Michel Hugues, deux frères architectes. En 2019, c'est la société de construction allemande Goldbeck qui reprend GSE.

Aujourd'hui, l'entreprise avignonnaise spécialiste de l'immobilier d'entreprise vient de réaliser un chiffre d'affaires annuel de 875,5M€, après avoir franchi <u>le cap du milliard d'euros de CA l'année précédente</u>. Elle emploie 619 collaborateurs, dont 387 ingénieurs. GSE dispose de 12 agences en France, dont son siège de la cité des papes regroupant près de 200 salariés. Elle est aussi implantée dans 5 pays d'Europe.

Société à mission depuis juillet 2023, classée parmi <u>les entreprises les plus performantes en matière de RSE et développement durable</u>, GSE est aussi particulièrement impliquée dans le bien-être de ses employés : 87% recommandent fortement leur entreprise. Depuis sa création, la société vauclusienne a construit 21 millions de m2 d'immobilier d'entreprise dont les usines <u>Juste bio à Carpentras</u> et <u>Charles & Alice à Monteux</u> ou bien encore <u>le siège de Claranor à Avignon</u> ou <u>la mûrisserie de fruits exotiques de Westfalia à Graveson</u>.

« On construit des usines un peu partout en France actuellement et pas qu'à Paris », se félicite le nouveau président du Medef 84.

(Vidéo) Les nouveaux experts-comptables de la région prêtent serment



Ecrit par le 4 novembre 2025



C'est sous le parrainage de Daniel Elena, copilote le plus titré de l'histoire du championnat du monde des rallyes aux côtés de Sébastien Loeb, que 91 experts-comptables sur les 151 récipiendaires ont prêté serment devant leurs familles ainsi que leurs pairs. Parmi eux, 13 nouveaux experts-comptables vauclusiens (voir encadré ci-dessous). Un moment solennel et fédérateur pour accueillir la nouvelle génération d'experts-comptables. En parallèle, le Conseil régional de l'ordre des experts comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur a aussi distingué les 8 meilleurs mémoire dont celui du Vauclusien Bastien Favry.

Les nouveaux experts-comptables Vauclusiens

Soraya Fecih, Anissa Belmir, Hélène Coudor, Nour El Houda Bouayadi, Alizée Bros, Joël Martinez, Arthur Palacios, Sébastien Martorel, Vincent Icardi, Nathan Cornille, Stéphanie Duchaud, Florian Maccagnio et Bastien Favry qui figurent également parmi les 8 lauréats pour son mémoire.

« La nouvelle génération d'experts-comptables est activement impliquée dans l'évolution de notre métier, a souligné <u>Nicolas Férand</u>, président du <u>Conseil régional de l'ordre des experts-comptables Paca</u>. Cette jeunesse voit dans les évolutions technologiques un moyen de transformer en profondeur le métier de l'expertise comptable, d'offrir des opportunités inédites pour optimiser les missions de production et d'enrichir l'offre de services. Mais aussi d'apporter davantage de sens au travail, revendication propre à ces jeunes générations. En tant qu'institution représentative, nous sommes à leurs côtés pour les accompagner, eux et l'ensemble des experts-comptables, à mettre à jour leurs compétences pour rester



compétitifs dans un environnement en constante évolution. »



Crédit : Conseil régional de l'ordre des experts-comptables Paca/DR

Une profession en mutation

Par ailleurs, lors de ces Universités d'automne, le Conseil régional a notamment axé les discussions sur les grands sujets d'actualité : les dernières annonces de la DGFIP concernant la facture électronique, les relations éditeurs : partenariat ou dépendance ?, l'innovation dans la paie : SILAE, les nouvelles grilles tarifaires et la concurrence.... Quelles solutions ? Sur ce dernier sujet, Nicolas Férand a tenu à rassurer les experts-comptables et à renouveler l'engagement du Conseil régional auprès des professionnels du chiffre.

Retrouvez les temps forts des Universités d'Automne du <u>Conseil régional de l'ordre des experts-comptables Paca</u>.

« Les experts-comptables voient leur métier évoluer : face à l'accélération de la transition numérique, à l'émergence de l'intelligence artificielle et à l'évolution des attentes sociétales, la profession connaît une mutation profonde, nécessitant une adaptation continue, rappelle le Conseil régional. Moins de saisie comptable, plus d'accompagnement et de conseil : en embrassant ces nouvelles technologies, les experts-



comptables sont appelés à se recentrer sur les missions à plus forte valeur ajoutée. »

« La transition vers le numérique n'est pas sans défis, poursuivent les experts-comptables de Paca. Les cabinets étant à l'aube de transformations majeures, il devient essentiel de comprendre comment ces bouleversements redéfiniront le métier. C'est pourquoi, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil régional accompagne les réflexions autour de la transformation de la profession, et propose des groupes de réflexion sur le numérique, l'intelligence artificielle, la facturation électronique... »

Les experts-comptables de Paca en chiffres

- 2 308 experts comptables
- 3 400 sociétés
- 588 stagiaires
- 151 récipiendaires dont 91 présents à la cérémonie de prestation de serment

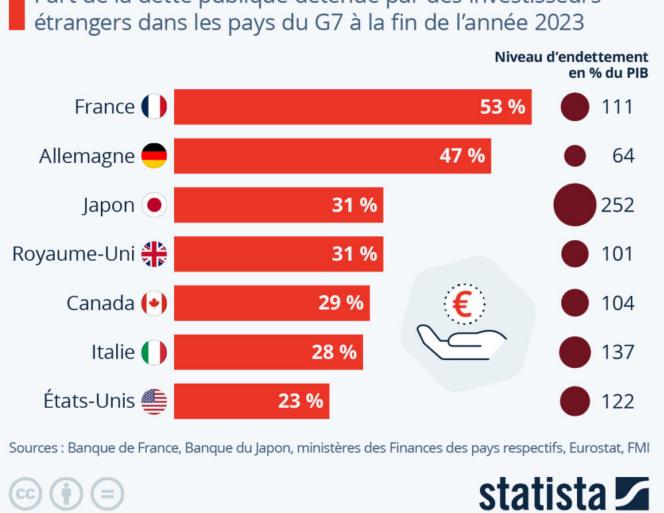
Devant les experts-comptables, Édouard Philippe plaide pour la simplification administrative

Plus de la moitié de la dette française est détenue à l'étranger



Plus de la moitié de la dette française est détenue à l'étranger

Part de la dette publique détenue par des investisseurs étrangers dans les pays du G7 à la fin de l'année 2023









La dette publique française a continué de gonfler au deuxième trimestre 2024, s'établissant à 112 % du produit intérieur brut (PIB) en juin, contre près de 111 % du PIB en mars, a indiqué l'Insee fin septembre. La structure et l'origine du financement de la dette font partie des éléments importants qui permettent d'évaluer la fiabilité des financeurs de l'État. Dans ce contexte, nous nous sommes intéressés aux détenteurs de la dette publique de la France et d'autres grandes économies dans le monde. Quelle

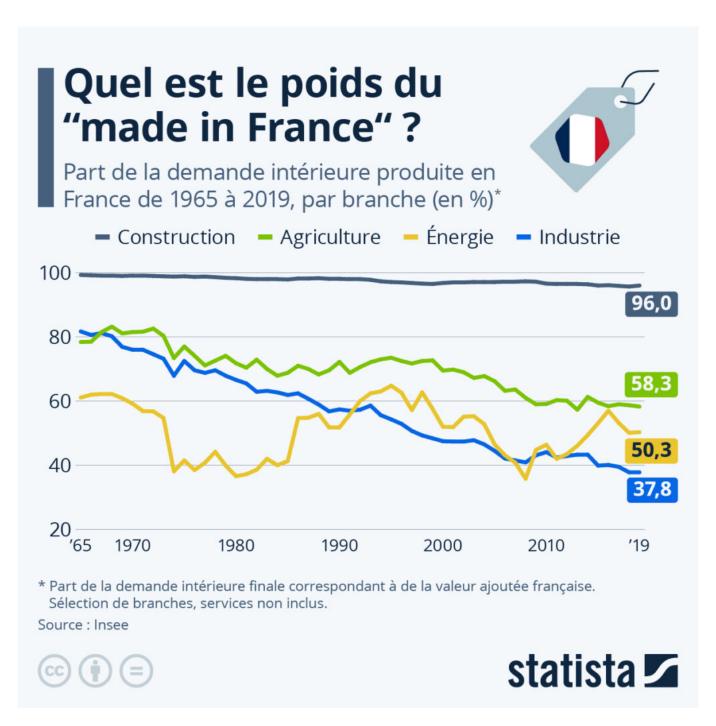


part de la dette est détenue hors des frontières du pays ?

D'après les <u>chiffres</u> de la Banque de France, 53 % de la dette française était détenue par des investisseurs étrangers à la fin de l'année 2023 (dans le détail : 23 % en zone euro et près de 30 % hors zone euro). Comme l'indique notre infographie, il s'agit de la valeur la plus élevée mesurée au sein des économies du G7. En comparaison, la part de la dette publique détenue à l'étranger s'élevait à 47 % en Allemagne à la même date, 31 % au Japon et au Royaume-Uni, 28 et 29 % respectivement en Italie et au Canada, ainsi qu'à 23 % aux États-Unis.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Quel est le poids du « made in France » par secteur ?



Si la participation au commerce international procure un certain nombre de bénéfices, plusieurs raisons conduisent à s'intéresser aux relocalisations d'activité dans les pays européens, tels que les effets positifs sur l'emploi et la balance commerciale, la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, ou encore les enjeux écologiques, comme la réduction des <u>émissions de gaz à effet de serre</u>.



Selon une étude récemment publiée par l'Insee, 38 % des <u>produits manufacturés</u> consommés par les Français en 2019 venaient de France. Cette part est toutefois nettement plus élevée pour l'énergie (50 %) et les <u>biens agricoles</u> (58 %), et encore davantage pour la construction (96 %).

Comme le met en avant notre infographie, entre 1965 et 2019, la baisse du « made in France » a été particulièrement prononcée pour les produits manufacturés : de 82 % à 38 %, soit une chute de 44 points. Concernant les produits agricoles, la baisse dans la demande intérieure a été un peu moins marquée, avec une diminution de 20 points depuis le milieu des années 1960. Enfin, pour l'énergie, la part de « made in France » a globalement fluctué entre 40 % et 60 % sur la période étudiée, en lien notamment avec les variations du prix des hydrocarbures.

Comme le souligne l'Insee, le poids du « made in France » a diminué dans une proportion comparable à ce qui a été observé dans les grands pays voisins. Outre-Rhin par exemple, entre 1965 et 2019, la part du « made in Allemagne » a chuté de 33 points de pourcentage pour la consommation intérieure de biens manufacturés et de 28 points pour celle des produits agricoles.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

7 Vauclusiens au palmarès des territoires engagés 2024



Ecrit par le 4 novembre 2025



Sept territoires vauclusiens figurent au palmarès 2024 des territoires régionaux engagés qui vient d'être dévoilé à Marseille lors de <u>la 2e édition de la journée Sud Biodiv'</u>. Proposé par de <u>l'Agence régionale de la biodiversité et de l'environnement</u> (Arbe), cet événement réunissant les acteurs professionnels qui agissent pour préserver la biodiversité et la ressource en eau (collectivités, gestionnaires de milieux naturels, associations, entreprises, agriculteurs) avait cette année pour thème : 'Changement climatique : la Nature, LA solution' . Une journée animée notamment par un grand témoin, Jean Jouzel, paléoclimatologue de renom, venu partager son expérience.

L'occasion également pour l'Arbe de dévoiler son palmarès 2024 des territoires régionaux engagés récompensant cette année 47 lauréats issus de toute la région Sud (collectivités et gestionnaires de parcs d'activités). Parmi eux, on en dénombre 7 dans le Vaucluse.

La CCAOP et Sorgues rejoignent 7 autres collectivités vauclusiennes

Dans la catégorie 'Label Territoire Durable – Une COP d'avance' <u>la Communauté de communes Aygues</u> <u>Ouvèze en Provence</u> obtient le niveau 2 (le niveau 4 étant le plus élevé). Dans le même temps <u>la ville de Sorgues</u> reçoit le niveau 1 dans ce domaine évaluant « l'intégration des enjeux de développement durable dans les politiques publiques, le fonctionnement et les services de la collectivité. »

Pour rappel, depuis 2018 la commune d'Avignon (niveau 4), la Communauté de communes Pays des Sorgues Monts de Vaucluse (niveau 2), la Communauté d'agglomération du Grand Avignon (niveau 2), Carpentras (niveau 2), Châteauneuf-de-Gadagne (niveau 1) ainsi que Villedieu et Mirabeau (toutes deux



labellisées 'Territoire engagé') ont également été distingués par l'Arbe.



La commune de Sorgues reçoit son prix de niveau 1 dans la catégorie 'label Territoire Durable - Une COP d'avance'. Crédit: Arbe/DR

Villars et Saumane s'engagent pour la nature

Par ailleurs, concernant le dispositif 'Territoires engagés pour la nature' visant à identifier, accompagner et valoriser les collectivités qui se mobilisent en faveur de la biodiversité. Ce sont les villages de Saumane-de-Vaucluse et Villars qui ont été récompensés en Vaucluse cette année.

Saumane s'est notamment distinguée par sa démarche de préemption au niveau des zones agricoles et des zones naturelles (ENS Vallon de la Tapy et parcelles forestières). La commune souhaite aussi mettre en place un aménagement de la cour d'école par la désimperméabilisation et la végétalisation, créer une commission extra-municipale ainsi qu'installer des nichoirs pour oiseaux et chauve-souris.

De son côté, Villars a séduit par sa volonté de sensibiliser les élus aux enjeux de préservation de la biodiversité par l'organisation de visites et de formations, de communiquer sur la richesse et la fragilité de la forêt communale par la pose de panneaux d'information, d'intégrer la réflexion de l'intensité lumineuse pour préserver la faune dans le projet de remplacement des luminaires de la commune ainsi que de réaliser un inventaire de la biodiversité communale.



Ecrit par le 4 novembre 2025



La commune de Villars devient un 'Territoires engagés pour la nature'. Crédit : Arbe/DR

Les zones d'activités de Vaucluse se mettent au vert

Enfin, 16 parcs d'activités économiques de la Région Sud ont été honorés pour leurs qualités et leurs performances environnementales. Parmi eux figurent 3 zones vauclusiennes dont le label+ développé par l'Arbe a été renouvelé pour deux ans : le parc d'activités Les Fontaynes à Villes-sur-Auzon (label Parc engagé), le parc d'activités Saint-Joseph au Thor (niveau 1) et le pôle d'innovation d'Agroparc à Avignon (niveau 3).

En tout, 42 parcs d'activités de Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont 12 en Vaucluse, sont inscrits dans cette démarche régionale d'amélioration continue. Dans le département, y figurent les parcs d'activités Bel-Air aux Taillades, des Ecluses à Vaison-la-Romaine, Camp-Bernard à Sablet, des Hauts-Banquets à Cavaillon, d'Apt-Ouest, de la Grange Blanche à Courthézon, du Pôle d'activités Piol à Mazan ainsi que le pôle aéronautique Pégase à Avignon et le MIN (Marché d'Intérêt National) d'Avignon







Les lauréats du label+. Crédit: Arbe/DR

2e trimestre 2024 : l'économie du Vaucluse enregistre la plus forte baisse régionale



Ecrit par le 4 novembre 2025



<u>L'Ordre des Experts-comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur</u> et son président <u>Nicolas Férand</u> viennent de dévoiler le baromètre du 2e trimestre 2024 pour les entreprises de la région. Ce dernier fait notamment apparaître une diminution de l'activité des TPE-PME dans tous les départements, à l'exception des Hautes-Alpes. Le Vaucluse enregistre la plus forte baisse.

« Depuis le début de l'année, les TPE-PME de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont vu leur activité se réduire : – 1,3% du chiffre d'affaires, comparativement à la même période en 2023, explique <u>l'Ordre des Experts-comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur</u>. Sur ce 2° trimestre 2024, l'activité des entreprises régionales a diminué de 1,6% par rapport au 2° trimestre 2023. Il s'agit du troisième trimestre consécutif de baisse d'activité. Néanmoins, quelques signaux laissent présager une légère reprise dans certains secteurs. » Lors du 2° trimestre 2024, seul un département sur les six que compte la région a enregistré une progression d'activité par rapport au 2e trimestre 2023 : les Hautes-Alpes avec une croissance de 0,6% de leur chiffre d'affaires, comme au trimestre précédent. Les entreprises des Bouches-du-Rhône voient leur activité légèrement diminuer de 0,7%. Viennent ensuite celles des Alpes-Maritimes (-1,4%), des Alpes-de-Haute-Provence (-1,7%), du Var (-2,6%) et du Vaucluse (-3,4%).





L'évolution de l'activité trimestrielle par département

- Lors du 2e trimestre 2024, seul un département sur les six que compte la région a enregistré une progression d'activité par rapport au 2e trimestre 2023.
- Les entreprises des Hautes-Alpes (+0,6% en valeur) affichent une croissance de leur CA, comme au trimestre précédent.
- Les structures des Bouches-du-Rhône (-0,7%) voient leur activité légèrement diminuer. Viennent ensuite celles des Alpes-Maritimes (-1,4%). Les entreprises des Alpes-de-Haute-Provence (-1,7%), du Var (-2,6%) et du Vaucluse (-3,4%) affichent des performances inférieures à la moyenne régionale (-1,6%).

*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évalution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés.

**L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évalution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

Crédit : Ordre des Experts-comptables de Paca

Résilience dans la boulangerie et la restauration

Les TPE-PME de boulangerie-pâtisserie enregistrent une légère hausse d'activité au 2° trimestre 2024 comparativement au 2° trimestre 2023 (+0,2%). En cumulé sur l'année, la hausse d'activité atteint 2,6%, et ce malgré un contexte d'inflation, pour un secteur très consommateur d'énergie et de matières premières. Par ailleurs, les boulangeries-pâtisseries artisanales résistent bien face à la concurrence grandissante des boulangeries industrielles, notamment grâce à un élargissement de leur offre en restauration salée et boissons. Certaines font également le choix de monter en gamme avec le développement de pains spéciaux ou issus de farines biologiques, à plus forte valeur ajoutée.

Le secteur de la restauration voit son chiffre d'affaires se réduire au 2° trimestre 2024 par rapport au 2ème trimestre 2023 (-3,9%). Néanmoins, ce ralentissement de l'activité doit être analysé avec un certain recul, le chiffre d'affaires du secteur ayant significativement augmenté en début d'année 2023, période de comparaison. Selon une étude du cabinet Food Service Vision, en dépit de la mauvaise météo du printemps, le secteur a tout de même fait preuve de résilience sur la période. Dans la restauration indépendante, le prix des cartes aurait augmenté de 4,5 % au 2° trimestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui a pu participer à faire croître le chiffre d'affaires en valeur.



Ecrit par le 4 novembre 2025



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (1071C)

Les 697 TPE-PME de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon enregistrent une légère hausse de CA au 2e trimestre 2024 comparativement au 2e trimestre 2023 (+0,2% en valeur). En cumulé sur l'année, la hausse d'activité atteint 2,6%. Si le taux d'inflation tend à se réduire, les prix restent à un niveau élevé et impactent toujours le secteur, très consommateur d'énergie et de matières premières. Par ailleurs, les boulangeries-pâtisseries artisanales font face à la concurrence grandissante des boulangeries industrielles ou des grandes surfaces alimentaires, qui proposent des produits à des prix moins élevés. Cependant, l'élargissement de l'offre, notamment le développement de la restauration salée et des boissons, constitue un moteur de croissance pour toutes les structures du secteur. De plus, de nombreuses boulangeries-pâtisseries montent en gamme avec le développement de pains spéciaux ou issus de farines biologiques, à plus forte valeur ajoutée.



+2,6 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2023

Crédit: Ordre des Experts-comptables de Paca

Un pouvoir d'achat fragile

Alors que les entreprises de coiffure enregistrent en cumulé depuis le début de l'année une hausse de 0,2% de leur chiffre d'affaires, elles voient leur activité repartir à la baisse au cours de ce 2° trimestre 2024 (-2,7%). Cette tendance devrait se poursuivre sur l'ensemble de l'année, témoin des pressions sur le pouvoir d'achat des foyers. Effectivement, face à la forte inflation, certains ménages pourraient continuer de limiter ou de réduire leurs dépenses, y compris sur les prestations de coiffure, même si ces dépenses sont en partie contraintes. Cela pourrait se traduire par un espacement des visites, un arbitrage vers des prestations moins onéreuses ou encore par le recours au faire soi-même.

Même son de cloche du côté des commerces de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé qui voient pour la première fois depuis six trimestres consécutifs de hausse d'activité, leur chiffre d'affaires baisser de 3,4% au 2° trimestre 2024. Le secteur continue d'être impacté par l'inflation avec des ménages qui réduisent leurs achats de viande. A cela, s'ajoute un mouvement plus global de recul en matière de consommation de viande, lié à des changements d'habitudes.

Les débits de boissons enregistrent également une baisse de chiffre d'affaires de 1% au 2° trimestre 2024 par rapport au 2° trimestre 2023. En cumulé, sur le 1er semestre, le chiffre d'affaires reste toutefois en hausse (+0,3%). À l'image des restaurateurs, les résultats du secteur des débit de boissons avaient été bons au 1er semestre 2023, période de comparaison, ce qui peut en partie expliquer cette baisse. Les Français ont aussi pu moins fréquenter les bars en raison des tensions actuelles qui pèsent sur leur pouvoir d'achat.



Ecrit par le 4 novembre 2025



Coiffure (9602A)

Après la hausse du précédent trimestre, les 1 705 entreprises de coiffure de l'échantillon voient leur activité repartir à la baisse au cours du 2e trimestre 2024 (-2,7%). En cumulé depuis le début d'année, le CA reste en hausse (+0,2%). Le cabinet d'études Xerfi anticipe un nouveau ralentissement de l'activité des salons de coiffure sur l'ensemble de l'année. L'indicateur resterait en effet pénalisé par les pressions sur le pouvoir d'achat. Face à la forte inflation, certains ménages pourraient continuer de limiter ou de réduire leurs dépenses, y compris sur les prestations de coiffure, même si ces dépenses sont en partie contraintes. Cela pourrait notamment se traduire par un espacement des visites, un arbitrage vers des prestations moins onéreuses ou encore par le recours au faire soi-même.



+0,2 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2023

Crédit: Ordre des Experts-comptables de Paca

Immobilier, maçonnerie, gros œuvre, plomberie, aménagement paysager... toujours en difficultés

Dans les secteurs liés à l'habitat, au sens large, la tendance baissière persiste. Les agences immobilières voient leur activité continuer de se dégrader et ce, pour le septième trimestre consécutif. La baisse de chiffre d'affaires atteint 15% en valeur sur le trimestre et 17,9% en cumulé depuis le début d'année. La chute des ventes de logements pèse lourdement sur le secteur immobilier. Le marché du crédit immobilier montre toutefois des signes encourageants lors de ce 2° trimestre, avec des taux d'intérêt qui poursuivent leur baisse après une période difficile pour les potentiels acheteurs.

Les entreprises de maçonnerie et gros œuvre continuent de subir de plein fouet la crise du marché de la construction neuve dont elles sont intrinsèquement dépendantes. Elles affichent un chiffre d'affaires en recul de 5,8% en valeur au 2e trimestre 2024, comme au 1er trimestre 2024 et de 5,7% en cumulé sur le 1er semestre. C'est d'ailleurs le corps de métier du bâtiment qui affiche les baisses d'activité les plus importantes.

Les secteurs de la plomberie, comme des services d'aménagement paysager sont eux aussi tributaires de la situation du marché immobilier. Tous deux voient leur activité se réduire une nouvelle fois au 2ème trimestre 2024 : -2% pour les TPE-PME de la plomberie et -1,7% pour celles de l'aménagement paysager.



Ecrit par le 4 novembre 2025



Agences immobilières (6831Z)

Au 2e trimestre 2024, les 2 058 agences immobilières de l'échantillon voient leur activité continuer de se dégrader et ce, pour le septième trimestre consécutif. La baisse de CA atteint 15% en valeur sur le trimestre et 17,9% en cumulé depuis le début d'année. La chute des ventes de logements pèse lourdement sur le secteur immobilier. En un an, le nombre de faillites d'agences immobilières a ainsi plus que doublé (+114%), constate la Fnaim. Entre mai 2023 et avril 2024, plus de 1 100 d'entre elles (1 agence sur 24) ont ainsi mis la clé sous la porte. Le marché du crédit immobilier montre toutefois des signes encourageants au 2e trimestre 2024 avec des taux d'intérêt qui poursuivent leur baisse après une période difficile. Ainsi, ils atteignent en juin leur niveau le plus bas depuis un an (3,66% en juin 2024 après 4,20% en décembre 2023).



-17,9 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2023

Crédit: Ordre des Experts-comptables de Paca

Des défaillances d'entreprises en hausse

Les défaillances d'entreprises croient de manière inquiétante, dans des secteurs très différents. C'est le cas de l'entretien et de la réparation de voitures. Plus 25,6% au 2° trimestre 2024 selon une note Altares de juillet 2024. Toujours d'après cette même information, le nombre de défaillances d'entreprises du secteur des transports de fret de proximité a augmenté de 23,4% au 2° trimestre 2024.







Nicolas Férand. Crédit : Ordre des Experts-comptables de Paca/DR

« Les résultats du deuxième trimestre confirment nos préoccupations. »

Nicolas Férand, président du Conseil régional de l'ordre des experts-comptables Paca

« Comme prévu au premier trimestre, les résultats du deuxième trimestre confirment nos préoccupations, constate <u>Nicolas Férand</u>, président du Conseil régional de l'ordre des experts-comptables Paca. La croissance demeure globalement faible et les secteurs de l'immobilier et de la construction peinent toujours face à un marché morose. Néanmoins, je reste optimiste quant à la capacité de la saison estivale à soutenir l'activité dans les secteurs de l'alimentation et de l'hôtellerie-restauration, malgré un contexte difficile sur le marché de l'emploi. »

Les experts-comptables de Paca prêtent serment



Ecrit par le 4 novembre 2025

L.G.